

Juste Terre!

n°91
SEPTEMBRE-OCTOBRE
2012

www.entraide.be

De multiples initiatives se mettent en place pour défendre une agriculture paysanne au service de tous. Au Brésil, c'est contre l'agrobusiness et les grands propriétaires terriens que se battent Mgr Rixen, évêque de Goiás, et les paysans sans terre. Au Pérou, nos partenaires se mobilisent contre le pouvoir des multinationales du secteur minier. Et, à Libramont, notre équipe du coin était sur place pour interpeller les politiques sur un modèle agricole respectueux de la terre et des gens. Au Sud comme au Nord de la planète, une autre révolution verte est en marche. Bien résolue à barrer la route à une agro-industrie dont le but ultime est de faire du profit.



Edito

Le 12 juillet dernier, la Cour de Justice de l'Union Européenne confirmait **l'interdiction de commercialiser les semences de variétés traditionnelles et diversifiées qui ne sont pas inscrites au catalogue officiel européen**. L'Union Européenne poussait ainsi dans l'illégalité des associations qui conservent et distribuent ces semences tout en consacrant la concentration de la propriété des semences commercialisables dans les mains de l'agro-industrie semencière. En effet, elle seule a les moyens financiers pour payer l'onéreuse inscription des semences dans ce catalogue.

À cause de cette réglementation, plus des trois quarts de la biodiversité a déjà disparu de nos potagers et de nos champs.

Au nom de quel principe la Cour a-t-elle justifié cette interdiction? Au nom de l'objectif, jugé supérieur, d'une "**productivité agricole accrue**"! L'expression, utilisée 15 fois dans l'arrêt, confirme la toute-puissance du paradigme productiviste, ce même paradigme qui est invoqué, à tout bout de champ, dans la plupart des autres dossiers agricoles: réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), accès à la terre, prix du lait...

La productivité est l'objectif ultime et, en son nom, **on permet la privatisation des ressources au bénéfice d'une minorité**. Et tant pis si, au final, on sacrifie la biodiversité, le droit de cultiver librement, voire le droit à se nourrir.

Heureusement, **la résistance s'organise**. De multiples initiatives se mettent en place pour défendre une agriculture paysanne saine, véritable bien commun au service de tous: partout, les jardins communautaires se multiplient, des coopératives agricoles naissent et commercialisent les productions locales. Au Brésil, au Nicaragua ou encore au Guatemala, des agriculteurs rassemblent, conservent et brevettent des semences de maïs local, une multitude de fermiers passent en bio, des festivals "décroissants" de permaculture ont lieu... Bref, la révolution douce est en marche et **elle est bien résolue à barrer la route à une agro-industrie dont le but ultime est de faire du profit**.

■ **François Letocart**
Chargé de communication



Pour que la Terre tourne plus JUSTE!

Interview

Mgr Rixen : “Il faut donner des perspectives aux jeunes, car un pays avec une jeunesse désabusée est un pays sans avenir”.

De retour en Belgique, dans sa patrie d'origine, Mgr Eugène Rixen, évêque de Goiás, au centre du Brésil, nous a livré son regard et son analyse sur la situation de son pays d'adoption. L'occasion de se pencher sur l'évolution de ce géant d'Amérique du Sud où, depuis toujours, les questions liées à la terre sont fondamentales et de parcourir les réalisations de la Commission Pastorale de la Terre (CPT), partenaire d'Entraide et Fraternité.

Juste Terre! : Le Sommet de la Terre Rio+20 a eu lieu en juin. C'est le temps des bilans sur le développement durable et cette ambition de concilier le social, l'environnemental et l'économique. Le Brésil peut-il être considéré comme un bon élève du développement durable ?

Mgr Rixen : Je dirais que non car la priorité du gouvernement, c'est le tout à l'économique. Actuellement, on privilégie surtout l'agrobusiness et les cultures d'exportation. Dans le nord du pays, on constate toujours l'avancée inexorable des grandes monocultures (soja, canne à sucre...) au détriment de la forêt amazonienne.

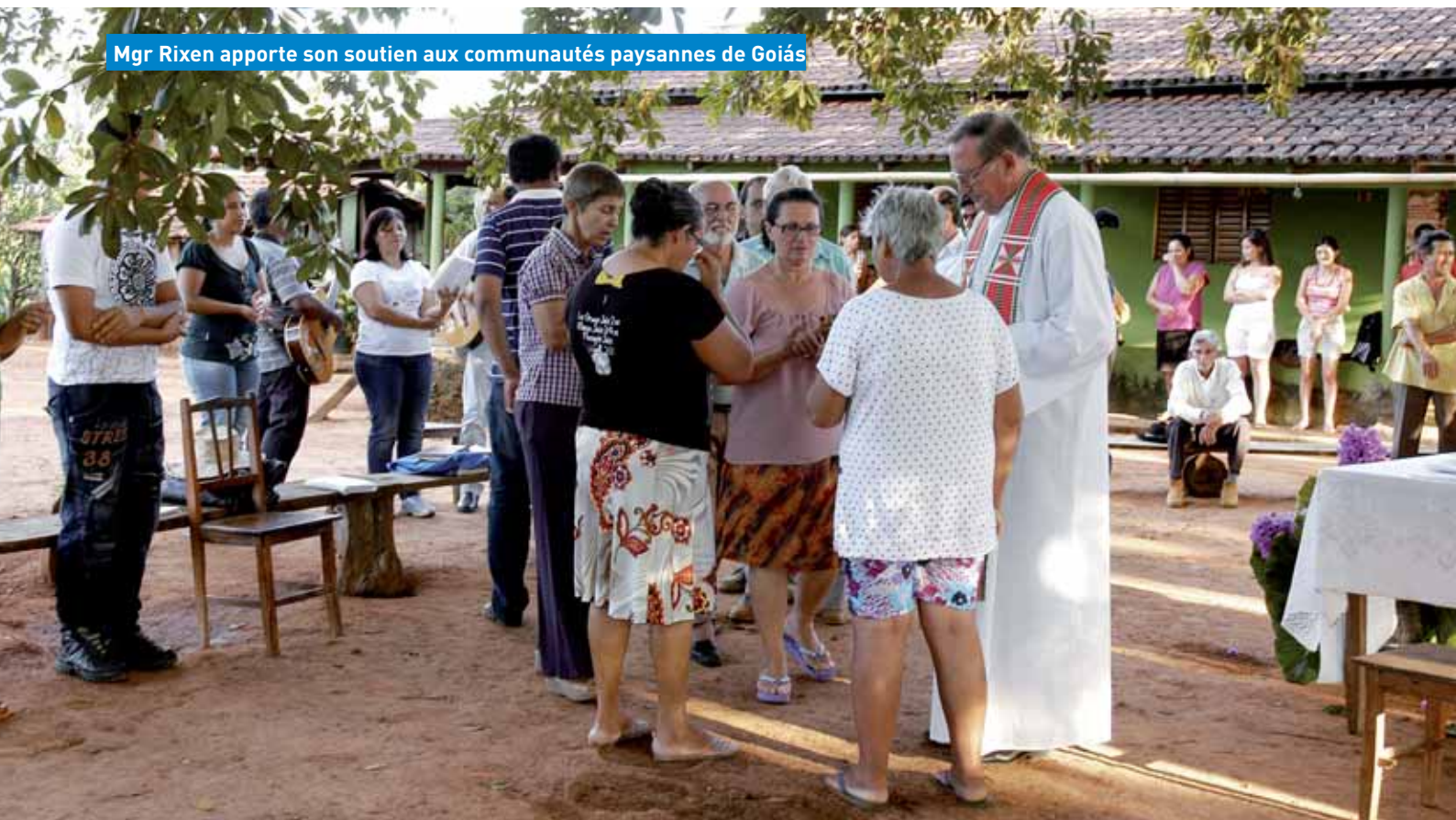
Une autre politique problématique, c'est la volonté de construire de gros barrages pour la production d'électricité.

Ces chantiers détruisent énormément de superficie forestière. Ils se font au profit de l'industrie sans considération pour les problèmes environnementaux et sociaux que cela engendre, notamment dans les populations pauvres et/ou indigènes.

De ce fait, on peut dire que l'énergie qu'ils produisent n'est pas vraiment verte. Il en va d'ailleurs de même pour les carburants soi-disant “écologiques” fabriqués à base de canne à sucre et qui monopolisent de bonnes terres au détriment de la production alimentaire.

La priorité du Brésil, c'est donc bien l'économique, pas la préservation de la nature ou les problèmes sociaux. Et c'est ce choix politique qui est à l'origine de toute une série de conflits avec les populations locales.

Mgr Rixen apporte son soutien aux communautés paysannes de Goiás



Juste Terre!: Vous dénoncez les effets négatifs du développement de monocultures d'exportation au détriment de la production alimentaire. Mais au Brésil, d'autres invoquent la nécessité pour le pays de récolter des devises. Certains vont jusqu'à dire que "le soja rembourse la dette". Que répondriez-vous à ces gens ?

Mgr Rixen: C'est un fait que l'agro-business représente actuellement 22,5% du PIB du pays et que la culture du soja fait rentrer énormément d'argent. Il s'agit de surfaces et donc de productions gigantesques. Cependant, à longue échéance, cela va être très coûteux, car la destruction de l'Amazonie aura pour effet de transformer toute une région en désert. En effet, ces sols étant relativement pauvres, ils ne supportent pas longtemps l'exploitation intensive à laquelle ils sont soumis. On les exploite au maximum. Puis, au bout de quelques années, la terre ne produit plus rien. Ses exploitants la revendent alors à l'Etat et s'en vont déboiser plus loin laissant derrière eux un sol quasi stérile.

Juste Terre!: N'y a-t-il pas eu des progrès récents en termes de limitation de la déforestation? Cette dernière aurait chuté sensiblement pour atteindre 6000 km² en 2011 contre 27 000 km² en 2004...

Mgr Rixen: Oui, il y a des progrès dans ce domaine. Le Brésil essaie de prendre des initiatives. Mais hélas, ce sont souvent des mesures qui n'ont pas beaucoup d'effets. On vient, par exemple, de voter un nouveau code forestier sensé protéger la forêt, mais ce nouveau cadre législatif stipule que les exploitants agricoles pourront garder ce qu'ils ont pris illégalement sur la forêt! C'est donc un incitant à continuer...

Juste Terre!: Au niveau de votre diocèse, constatez-vous aussi l'expansion de l'agro-business? Si oui, que mettez-vous en place pour contrebalancer cette évolution ?

Mgr Rixen: Oui, notre diocèse est également touché... Face à ce phénomène, la CPT essaie de défendre l'agriculture paysanne, car c'est cette dernière qui nourrit la population et pas les cultures d'exportation.

On a de très beaux projets comme des jardins communautaires ou des coopératives qui commercialisent la production des petites exploitations familiales. Car le problème est là : il ne faut pas seulement produire plus et mieux, il faut aussi pouvoir vendre et arriver à faire face à la concurrence de l'agro-industrie.



Certains projets gouvernementaux nous aident à atteindre ce but : par exemple, le gouvernement achète des productions agricoles locales pour les redistribuer à des œuvres sociales. Cela permet d'écouler une partie de la production. Toutefois, même si ces initiatives sont louables, elles ne représentent que des miettes dans les budgets agricoles dont la majeure partie va au soutien des grandes exploitations.

Juste Terre!: Quelles sont les grandes priorités du travail de la CPT pour les années à venir ?

Mgr Rixen : Il y a, bien sûr, le combat pour l'accès à la terre, car le Brésil n'a pas encore connu de véritable réforme agraire même si, globalement, le nombre de paysans sans terre diminue. Rien que pour le diocèse de Goiás, il y a actuellement 45 "assentamentos" (des campements provisoires qui ont été reconnus et où la terre a été redistribuée) et de nombreux "accampamentos" (des occupations de terres).

Au-delà de cette question, notre travail consiste encore et toujours à aider les gens à rester sur leurs terres ! C'est notre défi : il faut aider les paysans à produire et à vendre, il faut leur donner la possibilité d'avoir un revenu et donc la perspective d'une vie digne. Concrètement, cela revient à développer les marchés locaux et à diversifier la production (lait, miel, riz...). C'est une déception énorme que de voir un nombre significatif de gens quitter leur terre même après avoir lutté durement pour l'obtenir.



Juste Terre! : Est-ce que la violence envers les petits paysans reste toujours d'actualité ?

Mgr Rixen : Oui. En mai 2011, deux militants de la CPT ont été assassinés en Amazonie et il y a régulièrement des agressions sur de petits ouvriers agricoles. La violence est aussi très marquée dans les réserves indigènes. Les Indiens sont, en effet, considérés comme des improductifs et, donc, leurs terres excitent les convoitises. Les Indiens n'ayant souvent pas les moyens de résister, leurs terres sont envahies par des petits fermiers et, ensuite, revendues à bas prix à des grands propriétaires. La destruction et le déboisement des réserves indigènes est un phénomène très préoccupant.

Juste Terre! : Cela fait maintenant 32 ans que vous êtes au Brésil. Pourriez-vous mettre en avant une réussite qui vous a marqué durant cette période, mais aussi un défi pour les années à venir ?

Mgr Rixen : Au niveau de mon diocèse, je pointerai la mise sur pied des coopératives de production et de vente qui ont

amélioré de façon significative le quotidien de beaucoup de personnes.

Au niveau national, je dirais qu'il y a eu des avancées très importantes pour l'accès à la terre, même s'il reste encore beaucoup à faire. De même, je dirais que le niveau de vie global au Brésil s'est amélioré. La richesse a augmenté et la redistribution de cette dernière est moins mauvaise qu'auparavant.

Toutefois, il reste d'énormes inégalités de revenus et la résorption de ces inégalités est, selon moi, le défi principal du futur tout comme celui de la jeunesse. Trop de jeunes, même formés (comme ceux de l'école agricole de Goiás), ne peuvent se lancer dans la vie professionnelle faute d'emplois, de crédits, de soutiens... Il faut absolument des politiques pour donner des perspectives aux jeunes, car un pays avec une jeunesse désabusée est un pays sans avenir.

■ **Propos recueillis par François Letocart**

Le Brésil et l'agrobusiness¹

Disposant d'éléments naturels favorables à l'agriculture (soleil, terre fertile, eau...), le Brésil a fait le choix, dans les années '70, de développer **un agrobusiness tourné vers l'exportation**. Engrangeant des gains spectaculaires de productivité et profitant de la demande croissante, notamment de la Chine, il est parvenu à s'imposer dans plusieurs secteurs.

Le Brésil occupe ainsi la première place pour le commerce mondial du sucre et de l'éthanol, de la viande de bœuf et du poulet, du jus d'orange et du café. En matière de grains de soja, le Brésil fournit 36% des exportations mondiales et n'est guère supplanté que par les Etats-Unis.

Selon le ministère de l'Agriculture, les rendements à l'hectare ont presque doublé en vingt ans en ce qui concerne le soja. Dans dix ans, la récolte de céréales et d'oléagineux devrait atteindre 180 millions de tonnes alors que les éleveurs devraient produire 37 000 tonnes

de viande.

Le Brésil, "grenier du monde", attise la convoitise des grandes sociétés multinationales de l'agro-alimentaire. Une vague d'investissements étrangers s'y réalise, de Tereos à Louis-Dreyfus, en passant par Shell, qui s'apprête à créer une société commune avec le numéro un local, Cosan.

Ces « succès » ne doivent pas cacher les sujets sensibles tels que la protection de la forêt tropicale, la disparité entre grands producteurs et petits exploitants (sans compter les paysans sans terre), ni surtout le fait qu'aujourd'hui, **32 millions de Brésiliens, sur une population de 160 millions, souffrent de la faim.**

■ **François Letocart**

¹ D'après "Le Brésil, champion de l'agrobusiness", Les Echos n° 20625 du 26 février 2010, page 7

ACTIVITÉ EN RÉGION

Libramont : l'autre foire pour soutenir l'agriculture paysanne durable

L'équipe d'Entraide et Fraternité Luxembourg était présente à la petite foire de Libramont, le week-end du 28-29 juillet. Événement alternatif incontournable pour les défenseurs d'un autre modèle agricole.

À l'heure actuelle où nous ne parlons plus d'agriculteurs ou de paysans mais plutôt d'exploitations et d'industries agricoles, de spéculation, de concurrence déloyale qui ruine peu à peu l'autonomie des petits producteurs et qui les rend dépendants de la « loi du marché » et des multinationales, **il est urgent de rappeler qu'une autre agriculture est possible !**

C'est pourquoi, Entraide et Fraternité s'est jointe au CNCD, aux Magasins du Monde Oxfam, à la Coalition Luxembourgeoise pour la Paix (Colupa) pour organiser, le samedi 28 juillet 2012, "la petite foire de Libramont". Une foire alternative, qui défend une agriculture éthique, paysanne et durable, chez nous et à travers le monde.

Parallèlement à la grande Foire agricole de Libramont - que les organisateurs définissent eux-mêmes comme "un rendez-vous de haute technologie, une véritable plate-forme d'affaires", et qui étale les plus grandes performances agricoles en termes de mécanisation -, la petite foire a rassemblé des petits producteurs locaux soucieux d'une alimentation de qualité qui ne met pas en danger nos ressources de demain. Une bonne vingtaine d'associations qui défendent les droits des producteurs, ici et ailleurs, se sont aussi mobilisées. Un programme varié a attiré petits et grands : débats, pièce de théâtre, contes, bars équitables, cuisine avec des produits issus des circuits courts, etc. Malgré le temps incertain, près de 500 visiteurs s'y sont rendus.

Entraide et Fraternité a répondu présent avec une action de mobilisation concrète consistant à inviter le public à signer une lettre de recommandations à destination des Collèges

des 43 communes de la province du Luxembourg. Des recommandations pour permettre aux jeunes agriculteurs de disposer de terres communales au lieu de les investir, par exemple, dans l'immobilier, pour favoriser les circuits courts, les produits locaux et respectueux de l'environnement, pour encourager l'utilisation de ces produits dans les cantines et les hôpitaux, pour assurer un rôle de sensibilisation auprès des citoyens en informant des GACS (groupe d'achats communs) existants dans la région, etc.

150 signatures

Pas moins de **150 signatures furent récoltées**, de nombreux échanges eurent lieu sur les circuits courts, les jardins collectifs et des anecdotes d'agriculteurs ou de voisins d'agriculteurs qui ne veulent plus de ce modèle agricole déshumanisant. Le ministre wallon de l'agriculture, Carlo Di Antonio, s'est rendu aux différents stands et a signé le courrier. En espérant qu'il invitera également les députés provinciaux et régionaux à mesurer l'importance de cet autre modèle d'agriculture, tout en prenant des mesures bien concrètes. Après les élections communales, Entraide et Fraternité restera attentif aux suivis de cette démarche. Et ne manquera pas d'interpeller les députés quant à leurs décisions dans le domaine. Nos volontaires et notre équipe suivent l'affaire !

■ Amandine Henry et Héléne Errebault

Coordinatrices d'Entraide et Fraternité Luxembourg et Namur



OPÉRATION 11 11 11



Deux projets d'Entraide et Fraternité participent à l'Opération 11 11 11. Ils mettent en lumière la défense des droits des communautés noires en Afrique du Sud et la défense des communautés indigènes au Guatemala.

PACSA : lutter pour la justice économique et la participation démocratique

En Afrique du Sud, malgré la fin de l'apartheid, beaucoup reste à faire pour réaliser la justice économique. Dans les communautés noires semi-rurales du KwaZulu Natal, la vie reste très précaire : revenus insuffisants, chômage chronique, sida, position inégalitaire des femmes.

Dans ce contexte, l'ONG sud-africaine PACSA, partenaire de longue date d'Entraide et Fraternité, encourage, appuie et accompagne des communautés rurales très exclues à bouger et se faire entendre.

Un programme d'appui est mis en place pour soutenir des groupes d'habitants prêts à agir : formations pour comprendre le contexte économique et chercher des pistes d'action, réflexion avec les femmes sur leur place dans la communauté, accompagnement des groupes qui s'organisent et cherchent à assurer leur subsistance. Avec les groupes, PACSA établit des cibles d'action, comme l'accès à l'eau ou l'électricité et mène campagne pour que les autorités réagissent. Cette action, menée localement, est connectée à un courant pour la justice économique, porté par toute la société civile sud-africaine.



Des actions pour l'accès à l'eau

COINDI : les femmes indigènes se mobilisent pour leurs communautés

500 femmes indigènes de 25 communautés des municipalités de Sololá, Santa Catarina Ixtahuacán et Nahualá dans le département de Sololá sont concernées par le projet de participation citoyenne et de développement économique de COINDI.

Les femmes représentent une grande force sociale qui continue de se mobiliser pour la défense du territoire et l'accès à la terre. Les femmes se consacrent aux tâches ménagères mais elles sont aussi agricultrices et artisanes. Elles cherchent toujours des petits boulots afin d'assurer un revenu supplémentaire pour nourrir la famille et garantir le soin et l'éducation des enfants.

L'objectif du programme est d'augmenter les capacités de participation et de formation citoyenne et les compétences techniques des femmes afin qu'elles puissent intervenir activement dans la vie associative et municipale et gagner une plus grande autonomie financière. Pour ce faire, le programme prévoit des activités de formation, des échanges d'expériences, des rencontres avec les autorités locales, des séminaires et des évaluations, l'intégration et l'application de l'agenda des femmes dans le Plan de Développement Rural Intégral.

Chaque groupe de femmes oscille entre 15 et 30 membres et est constitué d'un conseil d'administration composé de cinq membres. Les groupes ont souligné que la première motivation à s'organiser était de répondre aux besoins fondamentaux (se nourrir, se soigner et s'éduquer), de lutter contre la pauvreté des familles, la violence, l'inégalité, le racisme et la discrimination.

Une autre motivation est la faible participation des femmes, la violation de leurs droits, et "parce que les hommes prennent toutes les décisions dans les communautés". Les femmes ont donc besoin de participer parce que, disent-elles, "nous voulons construire un avenir meilleur avec nos compagnons".

L'association COINDI a, par ailleurs, fourni un accompagnement technique aux femmes à travers la mise en place d'ateliers pour augmenter la capacité productive, la compétitivité des femmes. Les thèmes abordés vont de la gestion, l'administration et la comptabilité jusqu'à l'apprentissage de l'élaboration de produits de transformation, de teintures naturelles, de production de vêtements typiques, etc. Également, la mise en place de projets productifs, de parcelles démonstratives avec une approche agro-écologique.

DES NOUVELLES DE NOS PARTENAIRES

“Ceux qui ne bougent pas ne sentent pas leurs chaînes”

Ainsi parlait la révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg. Elle aurait pu ajouter que, jadis comme aujourd'hui, ceux qui osent bouger... se font enchaîner ou assassiner ! En effet, dans le contexte de crise globale que nous connaissons aujourd'hui, la criminalisation des mouvements sociaux semble devenir un recours de plus en plus fréquemment employé par les élites politiques et économiques pour faire taire des voix critiques et perpétuer leurs privilèges. Récemment, des nouvelles alarmantes nous sont parvenues de plusieurs pays où nos partenaires sont l'objet d'une répression de plus en plus féroce.

Au Pérou

Depuis décembre, l'état d'urgence a été déclaré dans la région de Cajamarca, au nord du pays. L'armée s'en prend violemment aux opposants à l'extension des sites miniers d'extraction d'or. Ces sites détruisent des terres agricoles, mais surtout ils polluent irrémédiablement les cours d'eau et les nappes phréatiques (utilisation de cyanure pour séparer l'or de la roche).

Les terres agricoles sont détruites et polluées par la mine



Le 4 juillet 2012, à Cajamarca, le padre Marco Arana, président du parti "Tierra y Libertad" et fondateur de GRUFIDES (Groupe de Formation et d'Information sur le Développement Durable), a été arrêté lors d'une manifestation pacifique et emprisonné. Lors de sa détention, il a été battu très brutalement par les policiers. Marco Arana est une personnalité reconnue au Pérou. Qu'on s'en prenne à lui est un signe inquiétant du durcissement du régime et de l'escalade en cours dans cette région.

GRUFIDES, association partenaire d'Entraide et Fraternité, défend les droits des paysans affectés par l'exploitation minière en mettant des avocats à disposition des groupes victimes de cette industrie. Un peu plus au nord, à Bambamarca, c'est la même problématique qui a provoqué le même genre de situation :



lors d'une manifestation de soutien aux opposants à l'extension des mines, une échauffourée a fait un mort et six blessés. La répression a été particulièrement violente, au point que la population parle de "journée de guerre". Nos amis et partenaires de la région sont sous le choc et fort inquiets car ils sont surveillés par la police et menacés régulièrement.

Aux Philippines

Sur l'île de Mindanao, dans le sud de l'archipel, la question de l'accès à la terre est une problématique cruciale. Les gros propriétaires qui font la loi, s'en prennent régulièrement aux paysans qui contestent l'inégalité flagrante de la propriété terrienne.

À Kapatagan (province de Lanao del Norte), des groupements paysans réclament depuis longtemps la redistribution de terres comme prévue par la réforme agraire.

Le 19 juin dernier, Inday Natingga, leader d'un groupe de paysans (DKMP) a été abattue alors qu'elle rentrait dans son village. Le tueur ayant perdu son portable sur le lieu du crime, il a été facile de l'identifier, ainsi que le commanditaire avec lequel il communiquait peu de temps avant de commettre son forfait. Ce dernier est un grand propriétaire de la région dont une partie des terres doit être expropriée et redistribuée.

Malgré ces preuves accablantes, la police ne bouge pas et pour cause : l'enquêteur chargé de l'affaire est un parent du propriétaire en question ! La communauté dont provenait Inday est accablée par la nouvelle et littéralement terrorisée. Les gens n'osent plus circuler et la famille de la victime, également menacée, a dû être évacuée dans un lieu tenu secret.



Lydia, leader paysanne de DKMP

Nos partenaires dans la région, Sumpay et DKMP, épaulent et appuient les paysans dans leur lutte légitime pour la terre. Ils ne baissent pas les bras et tentent de venir en aide à ces gens en leur fournissant un appui logistique, financier et moral, malgré les menaces qui pèsent également sur eux.

Criminalisation de la contestation des mouvements sociaux

Ces deux cas sont extrêmement préoccupants et nous paraissent exemplatifs d'un mouvement plus large qui vise à disqualifier les mouvements sociaux et mettre sous l'étéignoir les voix de celles et ceux qui mènent un combat pour la justice et la vérité. Nous ne pouvons pas accepter cet état de fait et tenons à marquer notre soutien sans faille et notre solidarité avec nos partenaires. En conséquence, Entraide et Fraternité a décidé de mettre en place un fonds de soutien destiné à nos partenaires victimes de tels agissements.

■ F. Letocart avec C. Dubois-Grard et K. Wintgens

AGENDA

Lundi 10 septembre 2012, 19h

Rencontre-débat :

“Où va le Pérou ? Entre politique extractive et conflits sociaux”

Organisé par Justice et Paix, Entraide et Fraternité et le Centre Avec.

Avec la participation de David Velazco et Ana Maria Leyva (Fedepaz, Fondation œcuménique pour la paix et le développement, Pérou), Christine Dubois-Grard (Entraide et Fraternité), de retour de mission à Cajamarca (Nord du Pérou). Le débat sera modéré par Justice et Paix.

■ Lieu

31 rue Maurice Liétart, 1150 Bruxelles

■ Informations :

santiago.fischer@justicepaix.be | 02 - 738 08 01

Avec une croissance avoisinant les 7% du PIB par an, le Pérou tire ses principaux revenus des investissements dans le secteur extractif, surtout minier. Le Pérou est colonisé par des multinationales qui en ont fait leur nouvel eldorado. En témoignent les quelque 20 % du sous-sol national qui leur ont été vendus par l'État.

Sans pour autant amener des possibilités d'emplois pour les autochtones, l'activité extractive provoque une pollution des sols et des eaux, nuisible à la vie de la population. Les impacts sur la santé ainsi que sur la cohésion sociale sont désastreux.

Les populations mécontentes sont désespérées de ne pas voir leurs revendications entendues. Les contestations dérapent parfois en action violente. Jusqu'ici, l'État n'est pas parvenu à instaurer un climat de dialogue équilibré entre les multinationales et les populations. En résulte une situation sociale explosive. Plus de 200 conflits sociaux sont actuellement actifs dans le pays, dont 124 sont directement liés à l'exploitation minière.



copyright : Léon Tillieux

28, 29 et 30 septembre 2012

Journées d'automne 2012 : exposés, ateliers et débats, convivialité

■ 28/09

Les nouveaux défis pour nos organisations jusqu'en 2014.

■ 29/09

“La crise dans tous ses états”, avec Christian Valenduc, économiste, conseiller au service public fédéral Finances, maître de conférences à l'UCL et aux Fucam, membre du CA de nos associations. Il abordera la crise financière et écologique en perspective avec les politiques d'austérité actuelles et proposera quelques pistes de solution qui seront débattues.

■ 30/09 (journée spéciale pour les 18-35 ans)

“La désobéissance civile”, avec l'Université de Paix.

■ Lieu

Centre Don Bosco – 4 Farnières, 6698 Grand-Halleux

■ Renseignements et réservation

entraide@entraide.be | 02 - 227 66 87 (Laurence Clarebots)

